

(N° 175)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 FÉVRIER 1925.

Projet de loi modifiant certaines dispositions des titres IV et V
du Code électoral ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. AMELOT.

MESSIEURS,

Les modifications proposées par le Gouvernement à quelques dispositions des titres IV et V du Code électoral sont d'ordre essentiellement technique et sont nécessitées par l'application du suffrage universel pur et simple. Certaines dispositions sont devenues du reste vétustes et doivent être supprimées.

Plusieurs d'entre elles avaient d'ailleurs été admises une première fois par la loi du 17 octobre 1919 qui en limitait l'application aux élections législatives de 1919.

La Section centrale a approuvé, à l'unanimité de ses membres, les différentes propositions émises par le Gouvernement mais elle estime qu'il y a lieu d'apporter quelques autres modifications, dont la plupart sont de pure forme et qui sont justifiées par les considérations suivantes.

Elles sont indiquées ci-après à la suite de la mention de l'article du Code électoral auquel elles se rapportent.

ART. 143.

L'âge exigé des électeurs pour faire partie d'un bureau électoral en qualité d'assesseurs étant fixé à 30 ans, il semble rationnel d'exiger le même âge des présidents, lorsque ceux-ci doivent être choisis parmi les électeurs qui n'occupent pas une des fonctions énumérées à l'alinéa 1 du présent article.

(1) Projet de loi, n° 99.

(2) La Section centrale, présidée par M. Pirmez, était composée de MM. Fieullien, Schaetzen, Van Belle, Amelot, Golenvaux et Périquet.

ART. 146 et 151.

La Section centrale propose d'exiger des personnes appelées à siéger comme assesseurs à un bureau électoral la condition *de savoir lire et écrire*.

Cette condition avait déjà été prévue lorsque le Code électoral a été révisé par la loi du 17 octobre 1919.

Il a semblé nécessaire de reprendre ce texte qui se justifie amplement et qui du reste est reproduit à l'article 8 de la loi du 19 février 1921 concernant les élections communales.

ART. 172.

Cet article prescrit l'affichage à l'intérieur de chaque compartiment-isoloir des instructions (modèle 1) indiquant aux électeurs les différentes formalités en vigueur relatives aux opérations électorales et la manière dont ils peuvent valablement exprimer leur vote.

Cette disposition paraît superflue et inutile.

Il est certain qu'aucun électeur n'attend jusqu'au moment où il se trouve dans l'isoloir pour se renseigner sur la manière dont il peut valablement émettre un vote; du reste, sa présence n'est tolérée dans l'isoloir que pendant le temps strictement nécessaire pour formuler son vote. Il semble donc qu'il suffirait de n'afficher ces instructions que dans la salle d'attente et de modifier dans ce sens l'article 172. On réaliserait ainsi pour les communes une économie sérieuse étant donné le grand nombre de bureaux électoraux; ces communes reçoivent ordinairement de l'autorité provinciale, à chaque élection, au moins un exemplaire de ces instructions par isoloir.

ART. 172^{bis}.

Cet article accorde le transport gratuit sur les Chemins de fer de l'État aux électeurs ne résidant plus au jour de l'élection dans la commune où ils sont inscrits sur les listes électoraux.

Cette gratuité de transport leur est accordée dans les conditions à déterminer par l'arrêté royal.

L'arrêté royal qui énumère ces conditions et qui date du 20 septembre 1913 prescrit la remise au bureau de départ d'un bon, d'un modèle déterminé, à délivrer par l'administration communale qui convoque l'électeur. Une circulaire du Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique en date du 30 août 1899 prescrit les nombreuses formalités qui doivent être remplies pour la délivrance de ce bon : L'administration communale qui convoque l'électeur doit transmettre ce bon, dûment rempli, avec la lettre de convocation, à la commune où elle a lieu de croire que réside l'électeur. Celle-ci complète ce bon et le remet à l'intéressé.

Ces formalités donnant lieu à de nombreuses écritures, la Section centrale estime qu'il serait désirable dans un but d'économie, de simplifier ces formalités et elle propose d'autoriser le chef de la station de départ la plus voisine de la résidence

de l'électeur, à délivrer à l'électeur un billet sur présentation de sa lettre de convocation et de sa carte d'identité.

Si l'Administration des Chemins de fer exige la remise d'une pièce officielle justifiant la délivrance gratuite d'un billet, on pourrait libeller la lettre de convocation de telle façon qu'une partie, dûment remplie par l'Administration communale du lieu de résidence, en serait détachée par le Chef de la station du lieu de départ.

La Section centrale attire également l'attention de Monsieur le Ministre sur le fait que bien souvent l'électeur, qui ne réside plus dans la commune où il doit voter, n'a pas reçu de bon de transport et a donc été obligé d'acquitter lui-même le montant du prix de son voyage. Dans ce cas, dit la circulaire ministérielle du 30 août 1899, il pourra demander le remboursement de la somme acquittée indûment.

L'électeur, qui se croira lésé, devra adresser une requête à l'Administration de la commune où il s'est rendu pour voter. — Cette administration doit procéder, pour chaque cas, à une enquête approfondie, et transmettre le dossier, auquel elle doit joindre différents documents, au Gouverneur de la province.

Celui-ci instruira l'affaire, enverra le dossier au Département de l'Intérieur qui le transmettra au Département des Chemins de fer; celui-ci l'examinera enfin à son tour et procédera à la liquidation de ces débours.

Quoiqu'un grand nombre d'électeurs reculent devant les formalités à remplir, on constate qu'à chaque élection, de véritables ballots de dossiers s'accumulent ainsi dans les bureaux provinciaux, ministériels et à la Cour des comptes, et que des nuées de fonctionnaires passent leur temps à compiler, examiner et liquider ces affaires dont l'importance est minime.

La Section centrale, effrayée de voir se développer la paperasserie administrative, prie M. le Ministre d'examiner la possibilité de restreindre ces formalités au strict minimum en autorisant, par exemple, le chef de station à rembourser immédiatement à l'électeur le prix du coupon qu'il a payé indûment.

Ce remboursement devrait évidemment être entouré d'un certain contrôle pour éviter les fraudes toujours possibles.

La Section centrale exprime donc le vœu de voir modifier et surtout simplifier les instructions dans ce sens.

Elle estime également qu'il serait utile de supprimer expressément dans le n° 5 des « Instructions pour l'électeur » les mentions relatives aux bulletins multiples qui, sous le régime du suffrage plural, étaient remis aux électeurs.

Les instructions adressées aux présidents des bureaux de vote et de dépouillement par la circulaire ministérielle du 24 octobre 1921, relatent que ces mentions doivent être omises. Mais, comme il s'agit d'un modèle annexé à la loi, dont le texte a fait l'objet d'un vote, il serait souhaitable qu'il fut modifié législativement.

ART. 173.

La Section centrale propose de remplacer les mots « 1 heure de relevée » par « 13 heures ».

ART. 255.

Elle propose aussi de remplacer les mots « de 1 à 4 heures » par « de 13 à 16 heures »).

Enfin, la Section centrale attire l'attention de M. le Ministre de l'Intérieur sur la nécessité de voir modifier l'article 88 du Code électoral qui oblige les communes à délivrer des exemplaires des listes électorales à un prix vraiment dérisoire qui n'est plus en rapport avec les réalités. C'est là une lourde charge pour les communes. Elle exprime aussi le vœu de voir exempter les communes de la revision *annuelle* des listes électorales, cette revision entraînant pour chacune d'elles des dépenses considérables dont l'utilité ne se justifie nullement.

La Section centrale a donc admis les différentes dispositions prévues par le projet de loi et proposé en outre d'apporter les modifications suivantes au Code électoral :

ART. 143. — Ajouter à l'alinéa 1 *in fine* les mots : *âgés de 30 ans*.

ART. 146 et 151. — Remplacer les mots : « ... *et jouissant du triple vote et subsidiairement du double vote* » par les mots : *et sachant lire et écrire*.

Modifier l'article 172 comme suit :

Les instructions Modèle 1 sont placardées à l'intérieur de la salle d'attente.

ART. 173. — Remplacer les mots « *1 heure de relevée* » par « *13 heures* ».

ART. 255. — Remplacer les mots : « *de 1 à 4 heures* » par « *13 à 16 heures* ».

Modifier comme suit le n° 5 des Instructions pour l'électeur :

N° 5 des Instructions pour l'électeur.

L'électeur, sur remise de sa lettre de convocation reçoit des mains du président, un bulletin.

Après avoir arrêté son vote, il lui montre son bulletin plié en quatre à angles droits avec le timbre à l'extérieur et le dépose dans l'urne, après avoir fait estam-piller sa lettre de convocation par le président ou par l'assesseur délégué ; puis il sort de la salle.

En cas d'élection simultanée pour les deux Chambres législatives, l'électeur sénatorial reçoit, en outre, un bulletin pour l'élection sénatoriale. Il le dépose dans l'urne destinée à le recevoir après accomplissement des mêmes formalités.

Le Rapporteur,

ALFRED AMELOT.

Le Président,

MAURICE PIRMEZ.

(1)
(N° 175)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 FEBRUARI 1925.

Ontwerp van wet waarbij sommige bepalingen der titels IV en V
van het Kieswetboek gewijzigd worden (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **AMELOT**.

MIJNE HEEREN,

De wijzigingen, door de Regeering voorgesteld, aan enkele bepalingen van de titels IV en V van het Kieswetboek zijn van louter technischen aard en zijn noodzakelijk gemaakt door het toepassen van het zuiver algemeen stemrecht. Sommige bepalingen zijn overigens verouderd en moeten wegvallen.

Vele van die wijzigingen waren ten andere een eerste maal aangenomen geworden door de wet van 17 October 1919 die er van de toepassing beperkte tot de wetgevende verkiezingen van 1919.

De Middenafdeeling heeft eenparig de voorstellen van de Regeering goedgekeurd, maar zij is van meening dat enkele andere wijzigingen dienen aangebracht te worden waarvan de meeste enkel den vorm betreffen en gebillijkt zijn door de volgende beweeggronden.

Zij zijn hieronder aangegeven na de vermelding van het artikel van het Kieswetboek waarop zij betrekking hebben.

Art. 143.

De leeftijd van de kiezers vereischt om deel uit te maken van een kiesbureau als bijzitters was vastgesteld op 30 jaar. Het schijnt ons logisch dien leeftijd ook te vergen voor de voorzitters, wanneer dezen moeten gekozen worden onder de kiezers die geen der ambten, opgenoemd onder lid 1 van dit artikel, bekleeden.

(1) Wetsontwerp, n° 99.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Pirmez, bestond uit de heeren Fieullien, Schaetzen, Van Belle, Amelot, Golenvaux en Pèriquet.

ART. 146 en 151.

De Middenafdeeling stelt voor te eischen dat de personen, die geroepen zijn te zetelen als bijzitters in een kiesbureel, *kunnen lezen en schrijven*.

Dit vereischte werd reeds voorzien bij de herziening van het Kieswetboek door de wet van 17 October 1919.

Het scheen ons noodzakelijk dien tekst over te nemen, die zeer gerechtvaardigd is, en die overigens werd overgenomen in artikel 8 van de wet van 19 Februari 1921 betreffende de gemeenteverkiezingen.

ART. 172.

Dit artikel betreft het aanplakken in het stemhokje, van al de onderrichtingen (model I), waarop voor de kiezers de verschillende van kracht zijnde formaliteiten staan vermeld aangaande de kiesverrichtingen, en de manier waarop zij op geldige wijze hunne stemming kunnen uitbrengen.

Deze bepaling schijnt ons overtollig en nutteloos.

Het is zeker dat geen enkele kiezer wacht tot op het oogenblik waarop hij zich in het stemhokje bevindt, om zich op de hoogte te stellen over de wijze waarop hij geldig kan stemmen; overigens, wordt zijne aanwezigheid in het stemhokje slechts geduld voor den tijd die strikt noodig is om te stemmen. Ons dunkt dus dat het volstaan zou deze onderrichtingen aan te plakken in de wachtzaal en in dien zin artikel 172 te wijzigen. Het zou voor de gemeente eene ernstige besparing zijn, gezien het groot getal kiesbureelen; de gemeenten ontvangen gewoonlijk van de provinciale overheid bij elke verkiezing ten minste één exemplaar van deze onderrichtingen voor elk kiesbureel.

ART. 172^{bis}.

Dit artikel verleent het kosteloos vervoer op de Staatsspoorwegen aan de kiezers die, op den dag der verkiezing, niet meer in de gemeente verblijven waar zij op de kiezerslijsten zijn ingeschreven.

Dit kosteloos vervoer wordt hun toegestaan onder de voorwaarden bij Koninklijk besluit te bepalen.

Het Koninklijk besluit, dat deze voorwaarden opsomt en dat dagteekent van 20 September 1913, schrijft voor: het afleveren bij het vertrek-kantoor van een bon, van een bepaald model, af te leveren door het gemeentebestuur dat den kiezer oproept. Een omzendbrief van den Minister van Binnenlandsche Zaken en van Openbaar Onderwijs dd. 30 Augustus 1899 schrijft de vele formaliteiten voor die moeten vervuld worden voor het afleveren van dien bon. Het gemeentebestuur dat den kiezer oproept moet dezen bon, behoorlijk ingevuld, met den oproepingsbrief overmaken aan de gemeente waar het meent dat de kiezer woont. Deze vult den bon verder in en overhandigt hem aan den belanghebbende.

Daar deze formaliteiten veel schrijfwerk vergen, meent de Middenafdeeling dat zij zuinigheidshalve kunnen vereenvoudigd worden en zij stelt voor den overste van het vertrekstation, het dichtst gelegen bij de verblijfplaats van den kiezer,

toe te laten aan dezen een reisbiljet te geven op vertoon van zijn oproepingsbrief en zijn identiteitskaart.

Indien het Spoorwegbestuur een officieel stuk eischt waardoor het afleveren van een kosteloos reisbiljet wordt gebillijkt, dan kon men den oproepingsbrief derwijze opstellen dat een strook er van, door het Gemeentebestuur der woonplaats degelijk ingevuld, door den statie-overste van de vertrekplaats er kon worden afgescheurd.

De Middenafdeeling vestigt insgelijks de aandacht van den Minister op het feit, dat niet zelden de kiezer, die zijn verblijf niet meer heeft in de gemeente waar hij stemmen moet, geen reisbon heeft gekregen er dus verplicht werd zelf den prijs zijner reis te betalen. In dit geval — aldus de ministerieele omzendbrief van 30 Augustus 1899 — kan hij de terugbetaling der door hem ten onrechte betaalde som vragen.

De kiezer die zich benadeeld acht, moet een bezwaarschrift richten tot het Bestuur der gemeente waar hij is gaan stemmen. Dit bestuur moet elk geval aan een grondig onderzoek onderwerpen en het dossier met de vereischte stukken overmaken aan den Gouverneur der provincie.

Deze behandelt de zaak, stuurt het dossier naar het Departement van Binnenlandsche Zaken van waar het overgaat naar het Departement van Spoorwegen dat het aan een laatste onderzoek onderwerpt alvorens deze sommen te vereffenen.

Ofschoon vele kiezers voor deze vormvereischten terugdeinzen, vindt men bij elke verkiezing heele vrachten dossiers in de bureelen van de Provincie, van het Ministerie en van het Rekenhof, waaraan een gansch leger ambtenaren hun tijd verspillen om deze zaken van zoo weinig belang te onderzoeken en te vereffenen.

De Middenafdeeling, die vreest dit nutteloos geschrijf nog te zien vermeerderen, verzoekt den Minister naar middelen uit te zien om deze vormvereischten op het strikt noodzakelijke te brengen, met bij voorbeeld den statie-overste te machtigen onmiddellijk den prijs van het ten onrechte betaalde reisbiljet aan den kiezer uit te keeren. Het is klaar dat bij deze terugbetaling een zekere contrôle moet bestaan ten einde alle mogelijk bedrog te beletten.

De Middenafdeeling wenscht dus, dat de onderrichtingen met dezen verstande worden gewijzigd en vooral vereenvoudigd.

Eveneens is zij van gevoelen dat in n^o 5 der « Onderrichtingen voor den kiezer » de bepalingen zouden wegvallen betreffende de verscheidene kiesbrieven die, onder het meervoudig stemrecht, de kiezers werden ter hand gesteld.

De onderrichtingen, bij ministerieelen omzendbrief van 24 October 1921 tot de voorzitters der kies- en opnemingsbureelen gericht, zeggen dat deze bepalingen wegvallen. Doch vermits het hier gaat om een model, toegevoegd aan eene wet waarvan de tekst aan een stemmig is onderworpen, ware het wenschelijk dezen tekst op wettelijke wijze te veranderen.

ART. 173.

De Middenafdeeling stelt voor, de woorden « 1 uur namiddag » te vervangen door « 13 uur ».

ART. 255.

Zij stelt ook voor de woorden « van 1 tot 4 uur » te vervangen door « van 13 tot 16 uur ».

Ten slotte, vestigt de Middenafdeeling de aandacht van den Minister van Binnenlandsche Zaken op de noodzakelijkheid, dat artikel 88 van het Kieswetboek gewijzigd worde; krachtens dit artikel, worden de gemeenten inderdaad verplicht exemplaren der kiezerslijsten af te leveren tegen een waarlijk bespottelijken prijs die hoegenaamd niet meer in verhouding staat tot de tegenwoordige kosten. Dat is een zware last voor de gemeenten. Tevens drukt zij den wensch uit, dat de gemeenten niet meer verplicht worden *jaarlijks* de kiezerslijsten te herzien; deze herziening eischt aanzienlijke uitgaven waarvan het nut niet meer kan gerechtvaardigd worden.

De Middenafdeeling heeft dus de verschillende bepalingen van het wetsontwerp aangenomen en stelt bovendien de volgende wijzigingen voor in het Kieswetboek :

ART. 143. — Toe te voegen aan lid 1 *in fine* de woorden : *die 30 jaren oud zijn*.

ART. 146 en 151. — De woorden : « ... *en het drievoudig of, zoo noodig, het tweevoudig stemrecht bezitten* » te vervangen door de woorden : « *en, kunnen lezen en schrijven* ».

ART. 172 te wijzigen als volgt :

De onderrichtingen Model I worden binnen in de wachtzaal aangeplakt.

ART. 173. — De woorden « *1 uur namiddag* » te vervangen door de woorden « *13 uur* ».

ART. 255. — De woorden « *van 1 tot 4 uur* » te vervangen door « *van 13 tot 16 uur* ». N^o 5^e van de Onderrichtingen voor den kiezer te wijzigen als volgt :

N^o 5 der Onderrichtingen voor den kiezer.

Na overhandiging van zijnen oproepingsbrief, ontvangt de kiezer uit handen van den voorzitter een stembriefje. Na zijne stemming uitgebracht te hebben, toont hij hem zijn rechthoekig in vier gevouwen stembriefje met het stempel aan de buitenzijde en steekt het in de bus, na zijnen oproepingsbrief te hebben doen stempelen door den voorzitter of den daartoe gemachtigde bijzitter; daarna verlaat hij de zaal.

In geval van gelijktijdige verkiezing voor beide Wetgevende Kamers, ontvangt de senatoriale kiezer bovendien een stembriefje voor de senatoriale verkiezing. Hij steekt het in de daartoe bestemde bus, na vervulling van dezelfde formaliteiten.

De Verslaggever,
ALFRED AMELOT.

De Voorzitter,
MAURICE PIRMEZ.
